

Budget—M. Leggatt

Nous avons encouragé, de gaieté de cœur, l'entrée au Canada de capitaux d'investissement de tous genres, sans distinction aucune, depuis mon arrivée ici à la Chambre en 1972. Nous avons commencé par mettre sur pied un organisme de contrôle des investissements étrangers—une merveilleuse chose, qui accueille mieux les nouveaux venus que si on allait vraiment pendre leur crémaillère. Voyons ce que cet organisme a fait en 1976-1977. Sur 235 demandes, émanant de capitalistes étrangers, 19 ont été rejetées, soit un taux de refus d'environ 10 p. 100. Le nombre de personnes qui ont demandé à acquérir une entreprise canadienne déjà en activité n'a diminué que de 10 p. 100. Nous ne nous sommes pas contentés d'encourager les hommes d'affaires étrangers à fonder de nouvelles entreprises, nous les avons laissés prendre en main celles que nous avons déjà. Quant aux demandes d'exploitation de nouvelles entreprises, sur 207, 14 ont été refusées, soit 7 p. 100.

Ce portefeuille relevait naguère du ministre des Finances (M. Chrétien). Aujourd'hui, c'est le célèbre progressiste libéral de l'Alberta, le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Horner), qui est chargé de l'Agence d'examen de l'investissement étranger. C'est introduire le loup dans la bergerie. Voilà ce qu'il en est. Si les députés ont cru que l'ancien ministre essayait d'orienter les investissements étrangers dans les domaines productifs, ils peuvent parier leur dernière chemise que celui-ci ne lèvera pas le petit doigt. Peu lui importe d'où vient l'argent et où il va. On n'arrivera pas à absorber le chômage ni à enrayer la dévaluation du dollar, peu importe la nature de la stratégie à long terme employée, tant qu'il y aura un exode massif de capitaux canadiens. L'économie canadienne est une économie vassalisée. Tant que notre économie n'aura pas atteint une certaine maturité, tant qu'elle sera à la merci des entreprises étrangères, le Canada n'aura jamais que le revers de la médaille.

Passons maintenant à la recherche et au développement. Le budget prévoit un dégrèvement de 150 p. 100 pour les sociétés au titre de la recherche et du développement. On reconnaît ainsi que nous ne faisons pas suffisamment de recherche et de développement au Canada. Tous ces changements d'ordre budgétaire n'auront absolument aucun effet si l'on ne comprend pas que dans les multinationales, c'est au niveau du siège social que se fait la recherche industrielle. Ces sociétés se fichent pas mal de ce que peuvent faire leurs filiales dans ce domaine. La raison est évidente. Les multinationales ne veulent pas qu'une de leurs filiales puisse concurrencer les ventes de la maison mère nulle part au monde.

Les grandes multinationales pétrolières sont les enfants gâtés du secteur privé. Elles en veulent toujours davantage. Cette fois, elles obtiennent une déduction spéciale pour épuisement qui représente un 50 p. 100 de plus, je crois—il faudrait que je vérifie les chiffres. Quoi qu'il en soit, pas un sou de cet argent n'ira à la recherche et au développement. Les sociétés pétrolières effectuent leur recherche et leur développement à Los Angeles et à San Francisco. Elles ne sont pas intéressées. Une industrie qui est étrangère à 99 p. 100 ne tient pas à employer des Canadiens pour la recherche et le développement, si ce n'est aux États-Unis.

[M. Leggatt.]

Ces multinationales volent les plus brillants diplômés de nos écoles de génie; nos plus grands savants sont constamment encouragés à quitter le pays et recrutés à l'étranger. Nos meilleurs éléments quittent le Canada parce que les hommes politiques canadiens n'ont jamais eu la perspicacité ou le courage de comprendre que tant que nous ne prendrons pas en charge notre propre économie, le Canada ne pourra fournir de l'emploi à ses plus grands talents. Ils continueront d'être attirés par l'étranger et ils continueront de contribuer à l'avancement de la technologie dans des pays comme les États-Unis. Cette dernière vient ensuite faire concurrence à notre industrie qui se maintient à peine.

Il y a donc un amortissement de 150 p. 100 pour la recherche et le développement. Lorsque j'étais écolier, je ne saisisais pas à quoi 150 p. 100 correspondait. Je pensais qu'on allait jusqu'à 100 p. 100 et je me demandais comment on obtenait les autres 50 p. 100. Ce qui se passe en fait, c'est que l'industrie manufacturière peut déjà amortir tous les coûts de recherche et de développement. Or, voici que le gouvernement lui offre maintenant 50 p. 100 de plus. Il aurait pu procéder de façon différente. Il aurait pu dire: «Voilà un cadeau». Par conséquent, non seulement les entreprises recouvrent-elles tous leurs frais, mais les contribuables, comme vous et moi, doivent en plus payer de leur poche. C'est le bilan déficitaire bien connu. Vous vous souvenez des «quêteux en Cadillac»? En voulez-vous en voilà. Encore 50 p. 100 et j'enfonce la main dans ma poche. Quel bilan! L'industrie manufacturière de ce pays consacre .7 p. 100 de ses ventes à la recherche et au développement. C'est un montant infime. Monsieur l'Orateur, si l'on veut que la recherche et le développement se fassent au Canada, il faut que les Canadiens détiennent les leviers de commande de notre économie. Ces décisions doivent être prises par des Canadiens et non à l'étranger.

● (1552)

Nous sommes assurément dans la dèche. Nous accusons un déficit de 11 milliards de dollars et je conviens que nous ne pouvons guère manœuvrer. Les gnomes de Zurich, après avoir examiné la situation, ont déclaré: «Ces gens sont de piètres gestionnaires. Nous n'avons guère confiance en eux». Comme la chose se produit quand une entreprise se trouve dans une pareille pauvreté, ils ont commencé à spéculer contre le dollar canadien. Même si les ministres l'avaient voulu, ils n'auraient pu créer des emplois dans le secteur public à moins d'avoir été disposés à réorganiser leurs priorités et à léser leurs amis pour la première fois. Ils n'étaient pas prêts à agir ainsi avant les élections—il est dangereux de chercher à s'en prendre à la haute bourgeoisie au Canada qui exerce fidèlement son droit de vote. Elle prend bien soin avant de voter de s'assurer que le gouvernement continuera à leur procurer des logements de luxe et des programmes d'épargne-retraite subventionnés et toutes ces choses magnifiques dont elle profite pleinement. Le gouvernement n'est pas sur le point de présenter un budget qui modifierait la situation.

Permettez-moi de vous signaler brièvement les mesures qui auraient dû figurer dans le budget monsieur l'Orateur. La somme d'un milliard et demi...

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est expiré.